

Siège
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
(Seine Saint-Denis)

Nombre de membres en exercice : 80

DECISION DU PRESIDENT

DU 22 FEVRIER 2024

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE, LE VINGT-DEUX FEVRIER,
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

N°04 – DROIT DE PREEMPTION URBAIN – DELEGATION A LA COMMUNE DU BLANC-MESNIL DE L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN POUR LE BIEN SIS 15 RUE EDOUARD RENAULT AU BLANC-MESNIL CADASTRE SECTION AD N°168 ET AD N°169

Le Président,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-9 alinéa 7,
Vu le code de l'urbanisme et notamment l'article L.213-3,
Vu l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,
Vu la délibération du conseil municipal du Blanc-Mesnil en date du 20 mai 2016 instituant le droit de préemption urbain renforcé (DPUR),
Vu la délibération n°49 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation au Président de l'exercice des droits de préemption et du droit de priorité pour la durée de son mandat et délégation au Président de la possibilité de déléguer l'exercice de ces droits pour la durée de son mandat au sein des secteurs d'intérêt territorial et des secteurs d'intervention foncière de l'EPFIF,
Vu la délibération n°53 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation à la commune du Blanc-Mesnil de l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de priorité dans les secteurs d'intérêt communal,
Vu la délibération n°2020-10-03 du 1^{er} octobre 2020 du conseil municipal de la commune du Blanc-Mesnil acceptant cette délégation,
Vu la délibération n°07 du conseil de territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol du 1^{er} mars 2021 relative à la prise en considération du projet d'aménagement du secteur de la Morée et l'instauration d'un périmètre de sursis à statuer,
Vu la délibération n°159 du conseil de territoire du 18 décembre 2023 portant délégation à la commune du Blanc-Mesnil de l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de priorité dans les secteurs d'intérêt communal,
Vu la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) établie par Maître Matthieu DE SAINT MARC, en application des articles L.213.2 et R.213.5 du code de l'urbanisme, reçue le 15 janvier 2024 en mairie du Blanc-Mesnil et enregistrée sous le numéro 093007-24C0015, informant le titulaire du droit de préemption urbain de l'intention de la SCI les Erables représentée par monsieur Edmond ALTABE de céder son bien situé au Blanc-Mesnil, 15 rue Edouard Renault, cadastré au Blanc-Mesnil, section AD n°168 et AD n°169 sans occupant, moyennant le prix de un million neuf cent soixante-neuf mille six cent quatre-vingt-treize euros (1 969 693 €), auquel s'ajoute une commission de quatre-vingt-dix-neuf mille quatre cent quarante-cinq euros et 2 centimes hors taxes (99 445,02 € TTC) à la charge de l'acquéreur,

Considérant qu'au titre de l'article L.213-3 du code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain peut être délégué à la commune du Blanc-Mesnil.

Considérant que le bien faisant l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée est situé dans le périmètre d'étude du secteur de la Morée - centre d'affaires Paris-Nord approuvé par délibération du conseil de territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol du 1^{er} mars 2021.

Considérant en conséquence qu'il convient de déléguer à la commune du Blanc-Mesnil l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien faisant l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée.

DÉCIDE

Article 1 De déléguer à la commune du Blanc-Mesnil l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien situé au Blanc-Mesnil, 15 rue Edouard Renault, cadastré au Blanc-Mesnil, section AD n°168 et AD n°169, tel que décrit dans la DIA susmentionnée, ainsi que de l'ensemble de la procédure incluant notamment la saisine de la Direction générale des finances publiques, la demande de visite ou de pièces complémentaires entraînant une interruption des délais.

Article 2 De préciser qu'une ampliation de la présente décision sera adressée à :
- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis dans le cadre de l'exercice du contrôle de légalité,
- Monsieur le Maire de la commune du Blanc-Mesnil,
La présente décision sera affichée au siège de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol et sera également transmise aux communes membres pour affichage dans le mois.

Article 3 D'informer le délégataire qu'il est tenu de transmettre à la commune du Blanc-Mesnil les éléments d'information relatifs à la préemption pour la tenue du registre des préemptions conformément à l'article L.213-13 du code de l'urbanisme.

Article 4 De rappeler que la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telefrecours.fr

Pour extrait conforme



Le Président
Bruno BESCHIZZA

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20240222-04B-22-02-2024-AU
Date de télétransmission : 04/03/2024
Date de réception préfecture : 04/03/2024